

## WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS

### COUR D'ARBITRAGE

[C — 21242]

F. 92 — 2200

Arrêt n° 52/92 du 9 juillet 1992

Numéro du rôle : 296

*En cause* : le recours en annulation de l'article 18, alinéa 1er, 1°, de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales, introduit par la Société régionale d'investissement pour la Wallonie.

La Cour d'arbitrage, composée du juge faisant fonction de président J. Wathelet et du président J. Delva, et des juges D. André, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior et H. Boel, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le juge faisant fonction de président J. Wathelet,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet de la demande*

Par une requête du 27 juin 1991 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 28 juin 1991, la Société régionale d'investissement pour la Wallonie, en abrégé S.R.I.W., société anonyme d'intérêt public, ayant son siège social place d'Italie 1, à 4020 Liège et son siège administratif place Joséphine-Charlotte 19, bte 1, à 5100 Namur, ayant élu domicile au cabinet de Me J.P. De Bandt et Me J. Périlleux, avocats, rue Bréderode 13, à 1000 Bruxelles, demande l'annulation de l'article 18, alinéa 1er, 1°, de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales publiée au *Moniteur belge* du 29 décembre 1990.

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 28 juin 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la présente loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite par lettres recommandées à la poste le 19 juillet 1991 remises aux destinataires le 23 juillet 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 30 juillet 1991.

Par ordonnance présidentielle du 10 septembre 1991, le délai imparti à l'Exécutif régional wallon pour introduire un mémoire a été prorogé jusqu'au 30 septembre 1991.

Le Conseil des ministres, représenté par le Premier Ministre, dont le cabinet est établi rue de la Loi 16, à 1000 Bruxelles, et l'Exécutif régional wallon, représenté par son Ministre-Président, dont le cabinet est établi rue de Fer 42, à 5000 Namur, ont chacun introduit un mémoire par lettres recommandées à la poste, respectivement le 30 août 1991 et le 30 septembre 1991.

Copies de ces mémoires ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 4 octobre 1991 et remises aux destinataires le 7 octobre 1991.

La S.R.I.W. et le Conseil des ministres ont chacun introduit un mémoire en réponse par lettres recommandées à la poste, respectivement le 31 octobre 1991 et le 5 novembre 1991.

Par ordonnances du 21 novembre 1991 et du 25 mai 1992, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 27 juin 1992 et jusqu'au 27 décembre 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 5 mai 1992, sous la présidence du juge J. Wathelet, le président I. Pétry s'étant déclarée empêchée de siéger par suite de la proximité de la cessation de ses fonctions, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 26 mai 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 5 mai 1992 remises aux destinataires les 6 et 7 mai 1992.

A l'audience du 26 mai 1992 :

— ont comparu :

Me J.P. De Bandt et Me J. Périlleux, avocats du barreau de Bruxelles, pour la requérante;

Me A. De Bruyn, avocat à la Cour de cassation, pour le Conseil des ministres;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon;

— les juges M. Melchior et K. Blanckaert ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

#### III. *Objet de la législation entreprise*

La disposition litigieuse fait partie d'un ensemble de mesures qui concernent les sociétés de reconversion. Elle modifie la définition de cette société donnée pour l'application de la loi de redressement du 31 juillet 1984. Avant sa modification par la disposition litigieuse, l'article 50, 2°, de la loi du 31 juillet 1984 précitée définissait les sociétés de reconversion comme suit : « les sociétés constituées en vue de l'exécution d'un contrat de reconversion et qui ont leur siège social et leur siège d'exploitation dans une zone de reconversion ». La disposition attaquée insère, dans cette définition, entre les mots « constituées » et « en vue » les mots « au plus tard le 31 décembre 1990 sur la base d'un contrat introduit avant le 6 décembre 1990 auprès d'une société publique d'investissement visée au 3° ».

#### IV. *En droit*

— A —

A.1. La requérante invoque un moyen unique pris de la violation de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988. Elle y soutient qu'en adoptant l'article 18, alinéa 1er, 1°, le législateur national aurait méconnu la compétence de la Région en

matière de politique économique, laquelle comprendrait celle de créer un statut propre pour les sociétés de reconversion et de définir leurs missions ainsi que celle de réglementer les institutions publiques qui participent directement ou indirectement à la création, au financement et à la gestion des sociétés de reconversion.

A.2. Selon le Conseil des ministres, l'article 18, alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, de la loi du 28 décembre 1990, en fixant des dates limites pour la constitution des sociétés de reconversion, d'une part, et pour l'introduction d'un contrat auprès d'une société publique d'investissement, d'autre part, viserait, comme les autres modifications apportées à la loi du 31 juillet 1984 par cet article 18 et par l'article 19, à diminuer les avantages fiscaux liés à la création de ces sociétés et des autres sociétés faisant des investissements dans une zone de reconversion.

A son avis, la loi du 31 juillet 1984 n'entrerait nullement dans la matière couverte par le terme « expansion économique ». Ladite loi serait liée à la fiscalité, laquelle resterait une matière nationale, du moins en ce qui concernerait les impôts non ristournés, tel l'impôt des sociétés. La Région serait sans compétence en matière de fiscalité nationale. Partant, la disposition légale dont la requérante demande l'annulation n'aurait violé l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988.

A.3. L'Exécutif régional wallon fait valoir que le Conseil d'Etat, dans son avis rendu le 18 avril 1984 sur le projet de loi qui est à l'origine de la loi du 31 juillet 1984, aurait clairement indiqué que les mesures fiscales du projet ne seraient que « des mesures d'accompagnement des réformes principales centrées sur le contrat de reconversion ». Le législateur national n'aurait pas tenu compte de diverses dénonciations de violation des règles répartitrices de compétence contenues dans l'avis du 18 avril 1984 précité.

L'Exécutif régional wallon ajoute que les incitants fiscaux auxquels mettrait fin la loi du 28 décembre 1990 constitueraient les raisons d'être des contrats de reconversion. Même dans l'hypothèse où le législateur national serait compétent pour réglementer certains avantages fiscaux en matière économique, il devrait exercer cette compétence raisonnablement, c'est-à-dire, dit l'Exécutif régional wallon, sans porter atteinte aux compétences régionales. Tel n'aurait pas été le cas en l'espèce.

A.4. Le Conseil des ministres soutient, dans son mémoire en réponse, que l'Exécutif régional wallon citerait en vain l'avis rendu le 18 avril 1984 par le Conseil d'Etat puisque cet avis porterait sur des dispositions qui ne feraient pas l'objet du recours. Il conteste que la loi du 31 juillet 1984 ait été prise en violation des règles répartitrices de compétence, la disposition répartitrice n'attribuant à l'époque que la planification régionale et l'initiative industrielle publique au niveau régional.

La législation relative aux zones de reconversion et aux incitants fiscaux octroyés aux sociétés de reconversion échapperait à la compétence des Régions dans la mesure où non seulement ces incitants concerneraient la fiscalité nationale, mais aussi dans la mesure où le pouvoir national resterait compétent pour tout ce qui concerne l'union économique.

Enfin, il ressortirait des travaux préparatoires de la loi du 28 décembre 1990 que ce seraient des préoccupations fiscales - et plus précisément le rendement de l'impôt des sociétés -, qui auraient été traduites dans la disposition attaquée.

A.5. Dans son mémoire en réponse, la requérante affirme qu'on ne saurait réduire l'instrument de politique de reconversion issu de la loi du 31 juillet 1984 aux stimulants fiscaux liés à la conclusion d'un contrat de reconversion et principalement repris aux articles 58 à 60 de la loi. On ne pourrait perdre de vue le mécanisme d'investissement public lié à la conclusion d'un contrat de reconversion. La fonction première du Fonds de rénovation industrielle serait d'ailleurs de financer à des conditions avantageuses des apports en capital de la société publique d'investissement.

De l'avis de la requérante, la disposition attaquée ne conduirait pas à une réduction ou à une annulation de certains avantages fiscaux. Son effet serait plus radical puisqu'il s'agirait de l'abrogation pure et simple de l'instrument légal de la politique de reconversion à compter du 1er janvier 1991.

#### - B -

B.1. L'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, attribue à la compétence de la Région « la politique économique ».

Les travaux préparatoires de cette disposition et le texte de l'article 6, § 1er, VI, de la loi spéciale considéré dans son ensemble montrent que le terme « politique économique » comprend en tout cas :

1<sup>o</sup> La politique d'expansion économique.

L'article 6, § 1er, VI, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, dispose cependant que « toute réglementation édictée par la Région en ce qui concerne les avantages fiscaux relevant de la fiscalité nationale et attribués en exécution des lois d'expansion économique est soumise à l'accord de l'autorité nationale compétente », ce qui implique, comme il fut précisé au cours des travaux préparatoires, que « les Régions peuvent, bien entendu, utiliser les impôts dont elles ont la maîtrise pleine et entière pour promouvoir une politique d'expansion économique » (exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, *doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n<sup>o</sup> 516/1, p. 8).

Aux fins de préserver l'union économique et l'unité monétaire, l'article 6, § 1er, VI, alinéa 4, 4<sup>o</sup>, de la loi spéciale donne à l'autorité nationale la compétence de fixer les règles générales relatives aux plafonds d'aides aux entreprises en matière d'expansion économique, qui ne peuvent être modifiés que de l'accord des Régions.

2<sup>o</sup> La politique d'innovation, sans préjudice de la répartition des compétences opérée en matière de recherche scientifique par l'article 6bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

3<sup>o</sup> La politique de restructuration.

4<sup>o</sup> L'initiative industrielle publique, à l'exception de la Société nationale d'investissement, laquelle reste de la compétence nationale en vertu de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 11<sup>o</sup>, de la loi spéciale.

B.2.1. La figure juridique de la société de reconversion a été créée par la loi de redressement du 31 juillet 1984. Elle a été conçue comme un instrument de promotion de la reconversion industrielle et comme une manifestation de l'initiative industrielle publique (déclaration du Premier Ministre, rapport fait au nom de la Commission du budget, *doc. parl.*, Chambre, S.O. 1983-1984, n<sup>o</sup> 927/27, pp. 76-77). La société de reconversion est une société commerciale constituée en vue de l'exécution d'un contrat de reconversion conclu entre des actionnaires privés et une société publique d'investissement qui participe au capital de ladite société (article 50, 2<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>).

B.2.2. Les articles 51 à 56 de la loi de redressement précitée, tels qu'ils ont été modifiés par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 486 du 31 décembre 1986, établissent des règles spécifiques en matière financière en ce qui concerne, d'une part, la participation des sociétés publiques d'investissement au capital des sociétés de reconversion et, d'autre part, le rachat progressif et obligatoire par les actionnaires privés des parts de capital détenues par la société publique d'investissement; ils prévoient également la possibilité d'un statut particulier pour les actions représentatives des apports de la société publique d'investissement.

B.2.3. Par ailleurs, d'autres dispositions de la loi de redressement précitée accordaient des avantages fiscaux, d'une part, aux actionnaires privés des sociétés de reconversion à l'occasion du rachat par eux effectué des actions détenues par la société publique d'investissement (article 58) et, d'autre part, en ce qui concerne le droit proportionnel d'enregistrement normalement dû sur les apports en capital (article 60).

B.3. La société de reconversion constitue essentiellement un mécanisme de financement de l'activité industrielle par les pouvoirs publics; elle relève donc de la matière de l'initiative industrielle publique. Elle ne constitue pas un nouveau type de société commerciale dont la réglementation appartiendrait à l'autorité nationale en vertu de l'article 8, § 1er, VI, alinéa 5, 5<sup>o</sup>, de la loi spéciale. De même, elle ne peut s'analyser comme un instrument *sui generis* de droit fiscal, même si la présence d'avantages fiscaux a pu inciter les agents économiques privés à recourir à la constitution de sociétés de reconversion.

B.4. Il appartient au législateur national de modifier ou de supprimer les avantages fiscaux portant sur des impôts nationaux qui sont accordés aux sociétés de reconversion.

En adoptant les articles 18 et 19 de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales, le législateur avait l'intention de limiter ou de supprimer pour l'avenir les avantages fiscaux accordés en faveur des sociétés de reconversion (exposé des motifs du projet de loi, *doc. parl.*, Chambre, S.O. 1990-1991, n<sup>o</sup> 1366/1, pp. 2, 10 et 11).

Tel n'est cependant pas l'objet réel de la disposition attaquée. Celle-ci ne se limite pas à légiférer en matière fiscale; elle n'autorise plus la constitution de sociétés de reconversion après le 31 décembre 1990.

Ce faisant, le législateur national a disposé relativement à un instrument de la politique économique qui relève de la compétence des Régions. En effet, depuis la modification de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 intervenue le 8 août 1988, la compétence en matière d'initiative industrielle publique appartient exclusivement aux Régions, sauf en ce qui concerne la Société nationale d'investissement.

B.5. Il résulte de ce qui précède que l'article 18, alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, dans la seule mesure où cette disposition se rapporte aux articles 50 à 57 de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

Par ces motifs,

La Cour

annule l'article 18, alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales dans la mesure où cette disposition se rapporte aux articles 50 à 57 de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 9 juillet 1992.

Le greffier,  
H. Van der Zwalmen.

Le président,  
J. Wathelet.

#### ARBITRAGEHOF

N. 92 — 2200

[C — 21242]

#### Arrest nr. 52/92 van 9 juli 1992

Rolnummer 296

*In zake*: het beroep tot vernietiging van artikel 18, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen, ingesteld door de Société régionale d'investissement pour la Wallonie.

Het Arbitragehof,  
samengesteld uit waarnemend voorzitter rechter J. Wathelet en voorzitter J. Delva, en de rechters D. André, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior en H. Boel, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van waarnemend voorzitter rechter J. Wathelet,

wijst na beraad het volgende arrest:

##### I. Onderwerp van de vordering

Bij een verzoekschrift van 27 juni 1991, per op dezelfde dag ter post aangetekende brief bij het Hof ingediend, en op 28 juni 1991 op de griffie ontvangen, vordert de Société régionale d'investissement pour la Wallonie, afgekort S.R.I.W., naamloze vennootschap van openbaar belang, met zetel te 4020 Luik, place d'Italie 1, en administratieve zetel te 5100 Namen, place Joséphine-Charlotte 19, bus 1, woonplaats kiezende op het kantoor van Mr. J.P. De Bandt en Mr. J. Périlleux, advocaten, Brederodestraat 13, te 1000 Brussel, de vernietiging van artikel 18, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 1990.

##### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 28 juni 1991 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was tot toepassing van de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet.

Van het beroep is kennisgegeven conform artikel 76 van de voormelde bijzondere wet bij op 19 juli 1991 ter post aangetekende brieven, die op 23 juli 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1991.

Bij beschikking van de voorzitter van 10 september 1991 is de termijn die de Waalse Gewestexecutieve was ingeruimd om een memorie in te dienen tot 30 september 1991 verlengd.

De Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, wiens kabinet gevestigd is te 1000 Brussel, Wetstraat 16, en de Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door haar Minister-Voorzitter, wiens kabinet gevestigd is te 5000 Namen, rue de Fer 42, hebben elk een memorie ingediend bij respectievelijk op 30 augustus 1991 en op 30 september 1991 ter post aangetekende brieven.

Afschriften van die memories zijn overgezonden conform artikel 89 van de organieke wet bij op 4 oktober 1991 ter post aangetekende brieven, die op 7 oktober 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

De S.R.I.W. en de Ministerraad hebben elk een memorie van antwoord ingediend bij respectievelijk op 31 oktober 1991 en op 5 november 1991 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikkingen van 21 november 1991 en van 25 mei 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen respectievelijk tot 27 juni 1992 en tot 27 december 1992 verlengd.

Bij beschikking van 5 mei 1992 heeft het Hof, onder voorzitterschap van rechter J. Wathelet, aangezien voorzitter I. Pétry zich verhinderd heeft verklaard om te zetelen als gevolg van de nabijheid van haar ambtsneerlegging, de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting op 26 mei 1992 vastgesteld.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 5 mei 1992 ter post aangetekende brieven, die op 6 en 7 mei 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 26 mei 1992 :

— zijn verschenen :

Mr. J.P. De Bandt en Mr. J. Périlleux, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekster;

Mr. A. De Bruyn, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve;

— hebben de rechters M. Melchior en K. Blanckaert verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. Onderwerp van de aangevochten wetgeving

De bepaling waartegen beroep is ingesteld behoort tot een stel maatregelen die betrekking hebben op de reconversievennootschappen. Zij wijzigt de definitie van die vennootschap gegeven voor de toepassing van de herstellwet van 31 juli 1984. Vr de wijziging ervan door de litigieuze bepaling gaf artikel 50, 2<sup>o</sup>, van de wet van 31 juli 1984, voormeld, van de reconversievennootschappen de volgende definitie : « De vennootschappen die worden opgericht met het oog op de uitvoering van een reconversiecontract en die hun zetel en belangrijkste bedrijfszetel hebben in een reconversiezone ». De bepaling voegt in die definitie tussen de woorden « opgericht » en « met het oog op » de woorden « ten laatste op 31 december 1990 op basis van een vóór 6 december 1990 ingediend contract bij een openbare investeringsvennootschap als bedoeld onder 3<sup>o</sup> » in.

### IV. In rechte

— A —

A.1. De verzoekster voert als enig middel schending aan van artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988. Zij stelt dat de nationale wetgever met artikel 18, eerste lid, 1<sup>o</sup>, de bevoegdheid van het Gewest inzake economisch beleid heeft miskend, die de bevoegdheid omvat om een eigen statuut in het leven te roepen voor de reconversievennootschappen en de opdrachten ervan te omschrijven, alsmede de bevoegdheid om een regeling te treffen voor de overheidsinstellingen die rechtstreeks of onrechtstreeks aan de oprichting, de financiering en het beheer van de reconversievennootschappen deelnemen.

A.2. Volgens de Ministerraad strekt artikel 18, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 28 december 1990, door uiterste data vast te stellen voor de oprichting van de reconversievennootschappen, enerzijds, en voor de indiening van een contract bij een openbare investeringsvennootschap, anderzijds, net zoals de andere wijzigingen aangebracht in de wet van 31 juli 1984 door dat artikel 18 en door artikel 19, ertoe de fiscale voordelen te verminderen die gekoppeld zijn aan de oprichting van die vennootschappen en de andere vennootschappen die in een reconversiezone investeren.

Volgens de Ministerraad heeft de wet van 31 juli 1984 geenszins op een aangelegenheid betrekking die onder de « economische expansie » valt. Die wet zou verband houden met de fiscaliteit, die een nationale aangelegenheid zou blijven, toch wat de niet-geristorneerde belastingen, zoals de vennootschapsbelasting, betreft. Het Gewest zou niet bevoegd zijn inzake nationale fiscaliteit. Derhalve zou de wetsbepaling waarvan de verzoekster de vernietiging vordert geen schending kunnen inhouden van artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988.

A.3. De Waalse Gewestexecutieve laat gelden dat de Raad van State, in zijn advies gegeven op 18 april 1984 over het ontwerp van wet dat aan de basis ligt van de wet van 31 juli 1984, duidelijk heeft aangegeven dat de fiscale maatregelen van het ontwerp slechts « maatregelen zijn die gepaard gaan met de voornaamste hervormingen die toegespitst zijn op het reconversiecontract ». De nationale wetgever zou met allerlei in het advies van 18 april 1984, voormeld; gesignaleerde schendingen van de bevoegdheidsregels geen rekening hebben gehouden.

De Waalse Gewestexecutieve voegt eraan toe dat de fiscale stimuli waaraan de wet van 28 december 1990 een einde maakt, de bestaansredenen zijn van de reconversiecontracten. Zelfs in het geval dat de nationale wetgever bevoegd zou zijn om een regeling te treffen voor bepaalde fiscale voordelen op economisch vlak, zou hij die bevoegdheid in redelijkheid, dat wil zeggen, aldus de Waalse Gewestexecutieve, zonder afbreuk te doen aan de gewestbevoegdheden, moeten uitoefenen. Dat zou ten deze niet het geval zijn geweest.

A.4. De Ministerraad stelt in zijn memorie van antwoord dat de Waalse Gewestexecutieve ten onrechte het advies van de Raad van State van 18 april 1984 citeert, omdat het advies immers betrekking heeft op bepalingen die niet het onderwerp zijn van het beroep. De Ministerraad betwist dat de wet van 31 juli 1984 vastgesteld is met schending van de bevoegdheidsverdelende regels, aangezien de bevoegdheidsverdelende bepaling toentertijd slechts de regionale planning en het openbaar industrieel initiatief aan het regionale niveau toeweest.

De wetgeving betreffende de reconversiezones en de fiscale stimuli toegekend aan de reconversievennootschappen zou buiten de bevoegdheid van de Gewesten liggen in zoverre niet alleen die stimuli de nationale fiscaliteit zouden betreffen, maar ook de nationale overheid bevoegd zou blijven voor alles wat met de economische unie verband houdt.

Ten slotte zou uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 december 1990 blijken dat fiscale bedoelingen - en meer bepaald de opbrengst van de vennootschapsbelasting - aan de aangevochten bepaling ten grondslag zouden liggen.

A.5. In haar memorie van antwoord beweert de verzoekster dat het instrument van het reconversiebeleid, ontstaan met de wet van 31 juli 1984, niet herleid kan worden tot fiscale stimuli gekoppeld aan het afsluiten van een reconversiecontract en voornamelijk opgenomen in de artikelen 58 tot 60 van de wet. Men mag het mechanisme van de overheidsinvesteringen gekoppeld aan het sluiten van een reconversiecontract niet uit het oog verliezen. De eerste functie van het Fonds voor Industriële Vernieuwing zou trouwens bestaan in de financiering, op voordelige voorwaarden, van kapitaalbreng van de openbare investeringsmaatschappij.

Volgens de verzoekster leidt de bestreden bepaling niet tot een vermindering of een afschaffing van sommige fiscale voordelen. Het effect ervan zou radicaler zijn omdat het immers zou gaan om de opheffing zonder meer van het wettelijk instrument van het reconversiebeleid vanaf 1 januari 1991.

— B —

B.1. Krachtens artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, is het Gewest bevoegd voor « het economisch beleid ».

Uit de parlementaire voorbereiding van die bepaling en uit artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet in haar geheel beschouwd, blijkt dat de term « economisch beleid » in ieder geval omvat :

1<sup>o</sup> het economisch expansiebeleid.

Artikel 6, § 1, VI, tweede lid, 1<sup>o</sup>, bepaalt evenwel dat « iedere door het Gewest uitgevaardigde reglementering met betrekking tot fiscale voordelen die in het kader van de nationale fiscaliteit en met toepassing van de wetten op de economische expansie worden verleend, voor akkoord (worden) voorgelegd aan de bevoegde nationale overheid », wat impliceert, zoals tijdens de parlementaire behandeling werd gepreciseerd dat « de Gewesten (...) uiteraard de belastingen (mogen) gebruiken waarover zij de volledige bevoegdheid hebben, om een economische expansiepolitiek te bevorderen » (memorie van toelichting van het ontwerp van wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, *Gedr. St., Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, p. 8*).

Ter beveiliging van de economische en monetaire unie heeft krachtens artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 4<sup>o</sup>, van de bijzondere wet de nationale overheid de bevoegdheid om de algemene regels vast te stellen betreffende de maxima voor hulp aan ondernemingen op het gebied van de economische expansie, die slechts gewijzigd kunnen worden met het akkoord van de Gewesten.

2<sup>o</sup> Het innovatiebeleid, onverminderd de bevoegdheidsverdeling doorgevoerd inzake wetenschappelijk onderzoek bij artikel 6bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

3<sup>o</sup> Het herstructureringsbeleid.

4<sup>o</sup> Het openbaar industrieel initiatief, met uitzondering van de Nationale Investeringsmaatschappij, die tot de nationale bevoegdheid blijft behoren krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 11<sup>o</sup>, van de bijzondere wet.

B.2.1. De rechtsfiguur van de reconversievenootschap is in het leven geroepen bij de herstelwet van 31 juli 1984. Zij is bedoeld als een instrument voor de bevordering van de industriële reconversie en als een uiting van het openbaar industrieel initiatief (verklaring van de Eerste Minister, verslag gedaannamens de Commissie van de begroting, *Gedr. St., Kamer, G.Z. 1983-1984, nr. 927/27, pp. 76-77*). De reconversievenootschap is een handelsvenootschap opgericht met het oog op de uitvoering van een reconversiecontract gesloten tussen privé-aandeelhouders en een openbare investeringsmaatschappij die in het kapitaal van de genoemde vennootschap participeert (artikel 50, 2<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup>).

B.2.2. De artikelen 51 tot 56 van de voormelde herstelwet, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 486 van 31 december 1986, stellen specifieke regels in op financieel gebied inzake, enerzijds, de participatie van de openbare investeringsmaatschappijen in het kapitaal van de reconversievenootschappen en, anderzijds, de geleidelijke en verplichte afkoop door de privé-aandeelhouders van de kapitaaldelen die bij de openbare investeringsmaatschappij berusten; zij voorzien eveneens in de mogelijkheid van een bijzonder statuut voor de aandelen die de inbrengen vertegenwoordigen van de openbare investeringsmaatschappij.

B.2.3. Anderzijds kenden andere bepalingen van de voormelde herstelwet fiscale voordelen toe, enerzijds, aan de privé-aandeelhouders van de reconversievenootschappen ter gelegenheid van de door hen verrichte afkoop van de aandelen die bij de openbare investeringsmaatschappij berusten (artikel 58) en, anderzijds, wat het evenredig registratierecht betreft dat normaal voor de inbrengen in kapitaal verschuldigd is (artikel 60).

B.3. De reconversievenootschap vormt essentieel een mechanisme voor de financiering van de industriële activiteit door de overheid; zij behoort dus tot de aangelegenheid van het openbaar industrieel initiatief. Zij vormt geen nieuw type van handelsvenootschap tot het regelen waarvan de nationale overheid bevoegd zou zijn krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 5<sup>o</sup>, van de bijzondere wet. Evenmin kan zij geanalyseerd worden als een instrument *sui generis* van fiscaal recht, ook al heeft het voorhanden zijn van fiscale voordelen de particuliere ondernemers ertoe kunnen aanzetten tot de oprichting van reconversievenootschappen hun toevlucht te nemen.

B.4. Het komt de nationale wetgever toe de fiscale voordelen te wijzigen of op te heffen met betrekking tot nationale belastingen die aan de reconversievenootschappen worden toegekend.

Door de artikelen 18 en 19 van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen aan te nemen, had de wetgever de bedoeling voor de toekomst de fiscale voordelen toegekend ten gunste van de reconversievenootschappen te beperken of op te heffen (memorie van toelichting van het ontwerp van wet, *Gedr. St., Kamer, G.Z. 1990-1991, nr. 1366/1, pp. 2, 10 en 11*).

Dat is evenwel niet het werkelijke onderwerp van de bestreden bepaling. Die beperkt zich niet tot het stellen van regels op fiscaal gebied; zij staat de oprichting van reconversievenootschappen niet meer toe na 31 december 1990.

Dusdoende is de nationale wetgever opgetreden betreffende een instrument van de economische politiek die tot de bevoegdheid van de Gewesten behoort. Immers, sinds de wijziging van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, tot stand gekomen op 8 augustus 1988, is de bevoegdheid inzake openbaar industrieel initiatief een exclusieve bevoegdheid van de Gewesten, behoudens wat de Nationale Investeringsmaatschappij betreft.

B.5. Uit het voorgaande volgt dat artikel 18, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen de regels schendt die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, alleen in de mate die bepaling betrekking heeft op de artikelen 50 tot 57 van de herstelwet van 31 juli 1984.

Om die redenen,

Het Hof

vernietigt artikel 18, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen in de mate waarin die bepaling betrekking heeft op de artikelen 50 tot 57 van de herstelwet van 31 juli 1984.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 9 juli 1992.

De griffier,  
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,  
J. Wathélet.

## SCHIEDSHOF

D. 92 — 2200

[C — 21242]

Urteil nr. 52/92 vom 9. Juli 1992

Geschäftsverzeichnissnr. 296

*In Sachen*: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 18, Absatz 1, 1<sup>o</sup> des Gesetzes vom 28. Dezember 1990 über verschiedene steuerliche und nichtsteuerliche Bestimmungen, erhoben von der « Société régionale d'investissement pour la Wallonie ».

Der Schiedshof,  
zusammengesetzt aus dem als Vorsitzender amtierenden Richter J. Wathelet und dem Vorsitzenden J. Delva, sowie den Richtern D. André, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des als Vorsitzender amtierenden Richters J. Wathelet,  
verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

## I. Gegenstand

Mit Klageschrift vom 27. Juni 1991, die dem Hof mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Juni 1991 bei der Kanzlei einging, erhebt die « Société régionale d'investissement pour la Wallonie », abgekürzt S.R.I.W., gemeinnützige Aktiengesellschaft mit Gesellschaftssitz in 4020 Lüttich, place d'Italie 1, und Verwaltungssitz in 5100 Namur, place Joséphine-Charlotte 19, bte 1, die Domizil wählte in der Kanzlei von RA J.P. De Bandt und RA J. Périlleux, Rechtsanwälte, rue Bréderode 13 in 1000 Brüssel, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 18, Absatz 1, 1<sup>o</sup> des Gesetzes vom 28. Dezember 1990 über verschiedene steuerliche und nichtsteuerliche Bestimmungen, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Dezember 1990.

## II. Verfahren

Durch Anordnung vom 28. Juni 1991 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung ernannt.

Die referierenden Richter haben geurteilt, daß es im vorliegenden Fall keinen Anlaß zur Anwendung der Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes gibt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes mit am 19. Juli 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 23. Juli 1991 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 1991.

Durch eine am 10. September 1991 erlassene Anordnung hat der Vorsitzende die Frist, innerhalb welcher die Wallonische Regionalexekutive einen Schriftsatz einreichen konnte, bis zum 30. September 1991 verlängert.

Der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, dessen Kabinett sich in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16 befindet, und die Wallonische Regionalexekutive, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, dessen Kabinett sich in 5000 Namur, rue de Fer 42 befindet, haben am 30. August 1991 und am 30. September 1991 mit bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen je einen Schriftsatz eingereicht.

Abschriften dieser Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 4. Oktober 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 7. Oktober 1991 zugestellt wurden, notifiziert.

Die S.R.I.W. und der Ministerrat haben am 31. Oktober 1991 beziehungsweise am 5. November 1991 mit bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen je einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 21. November 1991 und vom 25. Mai 1992 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 27. Juni 1992 und bis zum 27. Dezember 1992 verlängert.

Durch Anordnung vom 5. Mai 1992 - unter dem Vorsitz des Richters J. Wathelet, da die Vorsitzende I. Pétry sich aufgrund des bevorstehenden Ausscheidens aus ihrem Amt als verhindert erklärt hat - hat der Hof die Sache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 26. Mai 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, und sie sowie ihre Rechtsanwälte wurden über den Sitzungstermin informiert; dies erfolgte mit am 5. Mai 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 6. und 7. Mai 1992 den jeweiligen Adressaten zugestellt wurden.

Zur Sitzung vom 26. Mai 1992:

— erschienen:

RA J.P. De Bandt und RA J. Périlleux, in Brüssel zugelassen, für die Klägerin;

RA A. De Bruyn, Rechtsanwalt beim Kassationshof, für den Ministerrat;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regionalexekutive;

— haben die Richter M. Melchior und K. Blanckaert Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

## III. Gegenstand der angefochtenen Gesetzgebung

Die angefochtene Bestimmung ist Teil mehrerer Maßnahmen über die Umstellungsgesellschaften. Sie ändert die Definition dieser Gesellschaftsform, die für die Anwendung des Wirtschaftssanierungsgesetzes vom 31. Juli 1984 geschaffen wurde. Vor der Änderung durch die angefochtene Maßnahme wurden die Umstellungsgesellschaften durch Artikel 50, 2<sup>o</sup> des genannten Gesetzes vom 31. Juli 1984 als « les sociétés constituées en vue de l'exécution d'un contrat de reconversion et qui ont leur siège social et leur siège d'exploitation dans une zone de reconversion » (die Gesellschaften, die im Hinblick auf die Ausführung eines Umstellungsvertrags gegründet werden und ihren Gesellschafts- und Betriebssitz in einer Umstellungszone haben) definiert. Die angefochtene Bestimmung fügt in diese Definition zwischen den Wörtern « constituées » und « en vue » die Wortfolge « au plus tard le 31 décembre 1990 sur la base d'un contrat introduit avant le 6 décembre 1990 auprès d'une société publique d'investissement visée au 3<sup>o</sup> » (spätestens am 31. Dezember 1990 auf der Grundlage eines vor dem 6. Dezember 1990 bei einer öffentlichen Investitionsgesellschaft, wie sie unter 3<sup>o</sup> vorgesehen sind, eingereichten Antrags) ein.



## IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

A.1. Die Klägerin führt - ausgehend von der Verletzung des Artikels 6, Par. 1, VI, Absatz 1, 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung - einen einzigen Klagegrund an. Sie behauptet darin, der nationale Gesetzgeber habe durch die Verabschiedung von Artikel 18, Absatz 1, 1° die Zuständigkeit der Region im Bereich der Wirtschaftspolitik, die die Schaffung eines eigenen Statuts der Umstellungsgesellschaften und die Festlegung ihres Aufgabenbereiches sowie die Reglementierung der öffentlichen Institutionen, die unmittelbar oder mittelbar an der Gründung, Finanzierung und Verwaltung der Umstellungsgesellschaften beteiligt sind, umfaßt, außer acht gelassen.

A.2. Nach Darstellung des Ministerrates zielt Artikel 18, Absatz 1, 1° des Gesetzes vom 28. Dezember 1990, indem er Fristen für die Gründung der Umstellungsgesellschaften einerseits und für die Einreichung eines Antrags bei einer öffentlichen Investitionsgesellschaft andererseits festsetzt, darauf ab, so wie die anderen, durch diesen Artikel 18 und durch Artikel 19 am Gesetz vom 31. Juli 1984 vorgenommenen Änderungen, die mit der Gründung dieser Gesellschaften und anderer Gesellschaften, die Investitionen in einer Umstellungszone tätigen, verbundenen Vorteile zu verringern.

Nach seinem Dafürhalten gehört das Gesetz vom 31. Juli 1984 in keiner Weise zu dem Bereich, der vom Begriff « Wirtschaftsexpansion » abgedeckt wird. Das genannte Gesetz sei mit der Steuergesetzgebung verknüpft, die weiterhin zum nationalen Zuständigkeitsbereich gehöre, zumindest was die nicht rückerstatteten Steuern, wie beispielsweise die Körperschaftssteuern, betreffe. Die Region besitze keinerlei Zuständigkeit im Bereich der nationalen Steuergesetzgebung. Aus diesem Grunde könne die Gesetzesbestimmung, deren Nichtigerklärung die Klägerin beantragt, nicht eine Verletzung von Artikel 6, Par. 1, VI, Absatz 1, 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung darstellen.

A.3. Die Wallonische Regionalexecutive macht geltend, der Staatsrat habe in seiner Stellungnahme vom 18. April 1984 über den Gesetzentwurf, der dem Gesetz vom 31. Juli 1984 zugrunde liegt, klar darauf hingewiesen, daß die steuerlichen Maßnahmen des Projektes nur « Begleitmaßnahmen der auf den Umstellungsvertrag ausgerichteten Hauptreformen » seien. Der nationale Gesetzgeber habe verschiedene Hinweise auf die Verletzung der in der genannten Stellungnahme vom 18. April 1984 enthaltenen Regeln zur Verteilung der Zuständigkeiten nicht berücksichtigt.

Die Wallonische Regionalexecutive fügt hinzu, die steuerlichen Anreize, die durch das Gesetz vom 28. Dezember 1990 abgeschafft werden, bildeten die Daseinsberechtigung der Umstellungsverträge. Selbst in der Annahme, daß der nationale Gesetzgeber für die Reglementierung gewisser Steuervorteile im wirtschaftlichen Bereich zuständig sei, müsse er diese Kompetenz vernünftig einsetzen, das heißt - erklärt die Wallonische Regionalexecutive - ohne die regionalen Zuständigkeiten zu beeinträchtigen. Dem sei im vorliegenden Fall nicht so.

A.4. Der Ministerrat behauptet in seinem Erwidernsschriftsatz, die Wallonische Regionalexecutive berufe sich vergeblich auf die Stellungnahme des Staatsrates vom 18. April 1984, da diese Stellungnahme sich auf Bestimmungen beziehe, die nicht Gegenstand der Klage seien. Er bestreitet, daß das Gesetz vom 31. Juli 1984 eine Verletzung der Regeln zur Verteilung der Zuständigkeiten dargestellt habe, da die Verteilungsbestimmung zum damaligen Zeitpunkt nur die regionale Planung und die öffentliche Industrieinitiative auf regionaler Ebene zuerkannt habe.

Die Gesetzgebung über die Umstellungszonen und die den Umstellungsgesellschaften gewährten Steueranreize gehöre nicht zum Zuständigkeitsbereich der Regionen, insofern diese Anreize sich zum einen auf das nationale Steuerwesen bezögen, aber auch insofern die nationalen Behörden weiterhin für alle Bereiche der Wirtschaftsunion zuständig seien.

Und schließlich gehe aus den Vorbereitungsarbeiten des Gesetzes vom 28. Dezember 1990 hervor, daß die angefochtene Bestimmung Ausdruck steuerlicher Erwägungen sei, und insbesondere im Hinblick auf das Aufkommen der Körperschaftsteuer.

A.5. In ihrem Erwidernsschriftsatz behauptet die Klägerin, man könne das Instrument der Umstellungspolitik, das sich aus dem Gesetz vom 31. Juli 1984 ergibt, nicht auf die Steueranreize beschränken, die mit dem Abschluß eines Umstellungsvertrags verknüpft sind und hauptsächlich in den Artikeln 58 bis 60 des Gesetzes enthalten sind. Man könne nicht den Mechanismus der mit dem Abschluß eines Umstellungsvertrags einhergehenden öffentlichen Investitionen aus den Augen verlieren. Die hauptsächliche Funktion des « Fonds de rénovation industrielle » liege im übrigen darin, Kapitaleinbringungen der öffentlichen Investitionsgesellschaft zu günstigen Bedingungen zu finanzieren.

Nach Ansicht der Klägerin habe die angefochtene Bestimmung nicht eine Senkung oder eine Aufhebung gewisser Steuervorteile zur Folge. Ihre Wirkung sei radikaler, da es sich um eine einfache Abschaffung des gesetzlichen Instrumentes der Umstellungspolitik ab dem 1. Januar 1991 handele.

— B —

B.1. Aufgrund Artikel 6, Par. 1, VI, Absatz 1, 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung gehört die Zuständigkeit der « Wirtschaftspolitik » den Regionen.

Die Vorbereitungsarbeiten dieser Bestimmung und der Wortlaut von Artikel 6, Par. 1, VI des Sondergesetzes zeigen, insgesamt gesehen, daß der Begriff « Wirtschaftspolitik » auf jeden Fall folgendes umfaßt :

1° Die Wirtschaftsexpansionspolitik.

Artikel 6, Par. 1, VI, Absatz 2, 1° sieht jedoch vor, daß « alle von der Region in bezug auf steuerliche Erleichterungen, die der nationalen Steuergesetzgebung unterliegen und in Ausführung der Wirtschaftsexpansionsgesetze gewährt werden, angeordneten Regelungen, der Genehmigung der zuständigen nationalen Behörde unterliegen »; dies hat - wie dies im Laufe der Vorbereitungsarbeiten erläutert wurde - zur Folge, daß « die Regionen selbstverständlich die Steuern, über die sie voll und ganz verfügen, zur Förderung einer Wirtschaftsexpansionspolitik verwenden können (Begründungsschrift zum Gesetzentwurf zur Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Dok., Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 516/1, S. 8).

Zwecks Aufrechterhaltung der Wirtschafts- und Währungsunion gewährt Artikel 6, Par. 1, VI, Absatz 4, 4° des Sondergesetzes der nationalen Behörde die Befugnis zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Höchstbeitragsleistungen an die Unternehmen im Bereich der Wirtschaftsexpansion, die nur mit dem Einverständnis der Regionen abgeändert werden können.

2° Die Innovationspolitik, unbeschadet der Verteilung der Zuständigkeiten, die im Bereich der wissenschaftlichen Forschung durch Artikel 6 bis des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen durchgeführt wird.

## 3° Die Umstrukturierungspolitik.

4° Die öffentliche Industrieinitiative, mit Ausnahme der Nationalen Investitionsgesellschaft, die aufgrund von Artikel 6, Par. 1, VI, Absatz 5, 1° des Sondergesetzes weiterhin zur nationalen Zuständigkeit gehört.

B.2.1. Die Rechtsform der Umstellungsgesellschaft wurde durch das Sanierungsgesetz vom 31. Juli 1984 geschaffen. Sie war ausgelegt als ein Instrument zur Förderung der Industrieumstellung und als Äußerung der öffentlichen Industrieinitiative (Erklärung des Premierministers, Bericht im Namen des Haushaltsausschusses, Dok., Kammer, ordentliche Sitzungsperiode 1983-1984, Nr. 927/27, S. 76-77). Die Umstellungsgesellschaft ist eine Handelsgesellschaft, die im Hinblick auf die Durchführung eines zwischen Privataktionären und einer öffentlichen Investitionsgesellschaft, die sich am Kapital der genannten Gesellschaft beteiligt, abgeschlossenen Umstellungsvertrags gegründet wird (Artikel 50, 2° bis 7°).

B.2.2. Die Artikel 51 bis 58 des genannten Umstellungsgesetzes stellen in ihrer durch den königlichen Erlaß Nr. 489 vom 31. Dezember 1986 abgeänderten Fassung im Bereich der Finanzierung besondere Regeln einerseits bezüglich der Beteiligung der öffentlichen Investitionsgesellschaften am Kapital der Umstellungsgesellschaften und andererseits bezüglich des progressiven und pflichtmäßigen Rückkaufs der von der öffentlichen Investitionsgesellschaft einbehaltenen Kapitalanteile durch Privataktionäre vor; sie sehen ebenfalls die Möglichkeit eines Sonderstatuts für die Aktien vor, die der Einbringung der öffentlichen Investitionsgesellschaft entsprechen.

B.2.3. Überdies gewähren andere Bestimmungen des genannten Umstellungsgesetzes Steuervorteile, nämlich einerseits den Privataktionären der Umstellungsgesellschaften beim Rückkauf der Aktien, die die öffentliche Investitionsgesellschaft besitzt (Artikel 58) und andererseits in bezug auf die Registergebühren, die normalerweise auf Kapitaleinbringungen zu zahlen sind (Artikel 60).

B.3. Die Umstellungsgesellschaft stellt in erster Linie einen Mechanismus zur Finanzierung der Industrietätigkeit durch die öffentliche Hand dar; sie gehört somit zum Bereich der öffentlichen Industrieinitiative. Sie stellt keine neue Art einer Handelsgesellschaft dar, deren Regelung gemäß Artikel 6, Par. 1, VI, Absatz 5, 5° des Sondergesetzes der nationalen Behörde obliegen würde. Sie kann auch nicht als ein besonderes Instrument des Steuerrechtes angesehen werden, auch wenn die privaten Wirtschaftssubjekte durch Steuervorteile angeregt wurden, auf die Gründung von Umstellungsgesellschaften zurückzugreifen.

B.4. Es obliegt dem nationalen Gesetzgeber, die den Umstellungsgesellschaften gewährten Steuervorteile, die sich auf nationale Steuern beziehen, abzuändern oder abzuschaffen.

Durch die Verabschiedung der Artikel 18 und 19 des Gesetzes vom 28. Dezember 1990 über verschiedene steuerliche und nichtsteuerliche Bestimmungen beabsichtigte der Gesetzgeber, in Zukunft die den Umstellungsgesellschaften gewährten Steuervorteile abzuändern oder abzuschaffen (Begründungsschrift des Gesetzentwurfes, Dok., Kammer, ordentliche Sitzungsperiode, 1990-1991, Nr. 1366/1, S. 2, 10 und 11).

Dies ist jedoch nicht der wirkliche Zweck der angefochtenen Bestimmung. Sie beschränkt sich nicht darauf, Gesetze im steuerlichen Bereich zu beschließen; sie gestattet nicht mehr die Gründung von Umstellungsgesellschaften nach dem 31. Dezember 1990.

Auf diese Weise hat der nationale Gesetzgeber Verfügungen in bezug auf ein Instrument der Wirtschaftspolitik getroffen, das der Zuständigkeit der Regionen unterliegt. Seit der am 8. August 1988 vorgenommenen Änderung des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 sind nämlich ausschließlich die Regionen für die öffentliche Industrieinitiative zuständig, außer in bezug auf die Nationale Investitionsgesellschaft.

B.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, daß Artikel 18, Absatz 1, 1° des Gesetzes vom 28. Dezember 1990 über verschiedene steuerliche und nichtsteuerliche Bestimmungen gegen die Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund derselben zur Festlegung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen festgelegt worden sind, verstößt, in dem Maße, wie diese Bestimmung sich auf Artikel 50 bis 57 des Umstellungsgesetzes vom 31. Juli 1984 bezieht.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erklärt Artikel 18, Absatz 1, 1° des Gesetzes vom 28. Dezember 1990 über verschiedene steuerliche und nichtsteuerliche Bestimmungen, in dem Maße, wie diese Bestimmung sich auf Artikel 50 bis 57 des Umstellungsgesetzes vom 31. Juli 1984 bezieht, für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Juli 1992.

Der Kanzler,  
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,  
J. Wathelet.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 92 — 2201

3 AUGUSTUS 1992

Wet tot wijziging van de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen wordt vervangen door het volgend opschrift : « Wet betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen en de daaraan verbonden technologie ».

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 92 — 2201

3 AOUT 1992

Loi modifiant la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, l'exportation et au transit des marchandises (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'intitulé de la loi du 11 septembre 1962, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, est remplacé, par l'intitulé suivant : « Loi relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et de la technologie y afférente ».

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

(1) Voir note à la page suivante.